

LES BASES DE DONNEES **SUR INTERNET**

Par Julien Le Clainche

julien@droit-ntic.com

Auteur : Julien Le Clainche

<u>1. LA PROTECTION PAR LE DROIT D'AUTEUR</u>	4
1.1 <u>LA TITULARITÉ DES DROITS</u>	4
1.1.1 <u>bases de données, droit d'auteur et personnalité morale...</u>	4
1.1.1.1 <u>Une solution périlleuse : la qualification en œuvre collective.</u>	5
1.1.2 <u>L'acquisition des droits</u>	6
1.1.2.1 <u>Le contrat de commande</u>	6
1.1.2.2 <u>Le contrat de travail</u>	7
1.1.2.3 <u>La cession des droits par contrat exprès</u>	8
1.2 <u>L'OBJET DES DROITS</u>	9
1.2.1 <u>Les droits sur la base : ensemble des contributions et architecture</u>	10
1.2.1.1 <u>Bases de données et originalité</u>	10
1.2.1.2 <u>La protection des outils d'interrogation</u>	11
1.2.2 <u>La protection du contenu de la base</u>	12
1.2.2.1 <u>Principe</u>	12
1.2.2.2 <u>Application aux différents types de contenus</u>	12
1.3 <u>LE CONTENU DES DROITS SUR UNE BASE DE DONNÉES</u>	13
1.3.1 <u>Les droits et le producteur de la base</u>	13
1.3.1.1 <u>Principe</u>	13
1.3.1.2 <u>Exceptions</u>	14
1.3.2 <u>Les droits des utilisateurs de la base</u>	15
<u>2. LE DROIT « SUI GENERIS » : DROITS DES PRODUCTEURS</u>	16
2.1 <u>UN DROIT SPÉCIFIQUE</u>	17
2.1.1 <u>Titularité</u>	17
2.1.2 <u>Titulaire étranger à la communauté</u>	17
2.2 <u>L'OBJET DU DROIT SUI GENERIS</u>	20
2.2.1 <u>L'interdiction de l'extraction</u>	20
2.2.2 <u>Portée de la protection</u>	21
<u>3. SANCTIONS</u>	23
3.1 <u>SANCTIONS PÉNALES</u>	23
<u>Bases de données et droit pénal : tableau récapitulatif</u>	24
3.2 <u>AMÉNAGEMENT DES RÈGLES DE PREUVE</u>	25
<u>4. BASES DE DONNÉES ET SITES WEB</u>	25
4.1 <u>LA QUALIFICATION DU SITE EN BASE DE DONNÉES</u>	26
4.1.1 <u>Le site, création multimédia</u>	26
4.1.2 <u>Le site, base de données</u>	26
4.2 <u>ASPECTS CONTRACTUELS DE LA MISE EN LIGNE D'UNE BASE DE DONNÉES</u>	27
4.2.1 <u>Distinction des acteurs</u>	28
4.2.2 <u>Le contrat liant le producteur et le client</u>	28
4.2.2.1 <u>Les obligations du producteur</u>	29
4.2.2.2 <u>Les obligations du client</u>	30
4.2.3 <u>Le contrat liant le client au distributeur</u>	31
4.2.3.1 <u>Les obligations du distributeur</u>	31
4.2.3.2 <u>Les obligations du client</u>	31
4.2.4 <u>Le contrat liant le client au diffuseur</u>	32
4.2.4.1 <u>Les obligations du diffuseur</u>	32
4.2.4.2 <u>Les obligations à la charge du client</u>	32

Les bases¹ regroupent, organisent et permettent l'accès à des données. Elles peuvent avoir de nombreux supports tant physiques qu'immatériels et constituent des biens informatiques complexes. Une base de données se décompose en plusieurs éléments susceptibles d'être protégés :

1. Une architecture,
2. Un contenu,
3. Des outils, notamment, d'interrogation.

La création d'une base de données appelle le plus souvent la réunion de compétences différentes et, ainsi la naissance de droits pour une pluralité d'individus :

1. Un producteur,
2. Des auteurs de contenu,
3. Des techniciens.

Les droits et protections afférents à une base de données sont multiples et de nature juridique différente :

1. Protection par le droit d'auteur,
2. Protection par les droits des producteurs : droit « sui generis » ;
3. protection par le droit commun : actions en parasitisme et concurrence déloyale.

Les bases de données posent des problèmes juridiques complexes concernant des acteurs variés. Il importe donc de déterminer clairement quelle personne est susceptible de jouir de quelle protection ainsi que de définir les modes les plus sûrs d'acquisition des droits et de protection de la base contre le piratage.

Pour répondre à ces questions il faut déterminer, mode de protection par mode de protection, qui est titulaire des droits, quel est l'objet de la protection et enfin quelle est la portée de cette protection avant d'envisager les aspects contractuels de la mise en ligne de la base de données.

¹ Le mot « base » regroupera dans le cadre de cette étude aussi bien les « bases de données » que les « banques de données ». En effet, la distinction entre base et banque, fondée d'une part sur l'accès direct à l'information et d'autre part sur des références d'accès à l'information, n'étant plus pertinente aujourd'hui.

1. La protection par le droit d'auteur

Les bases de données sont susceptibles d'être qualifiées d'œuvres de l'esprit² et à ce titre, elle peuvent jouir de la protection par le droit d'auteur.

1.1 La titularité des droits

1.1.1 bases de données, droit d'auteur et personnalité morale...

L'article L 111-1 du code de la propriété intellectuelle (C.P.I) dispose :

*« L'auteur d'une œuvre de l'esprit jouit sur cette œuvre, du seul fait de sa création, d'un droit de propriété incorporel exclusif et opposable à tous.
Ce droit comporte des attributs d'ordre intellectuel et moral, ainsi que des attributs d'ordre patrimonial. »*

Cette disposition n'est pas sans influence au regard des droits des personnes morales. En effet, elles ont « *une inaptitude naturelle à accomplir elles mêmes les actes de création intellectuelle* ». Ainsi, l'article L.121-1 du C.P.I dispose :

*« l'auteur jouit du droit au respect de son nom, de sa qualité et de son œuvre
Ce droit est attaché à sa personne.
Il est perpétuel et imprescriptible.
Il est transmissible à cause de mort aux héritiers de l'auteur. »*

Cette exclusion des personnes morales du bénéfice de la protection par le droit d'auteur a été confirmée en jurisprudence, notamment par la cour d'appel de Paris³ « *La loi de 1957 limite aux seules personnes physiques la qualité d'auteur (...) Une personne morale, qui ne peut agir que par l'action de ses mandataires, ne saurait faire elle-même des actes de création intellectuelle.* »⁴

² Voir : C.A Paris, 4^{ème} ch., 15 janv. 1997, J.C.P éd. E 1998, p. 805 obs . Vivant et Le stanc, RD propr. Intell. 1997, n° 73, p.27.

³ CA Paris 13^{ème} ch. 27 mai 1975, D. 1976, jur, p.104.

⁴ Cet arrêt a été cassé pour des raisons d'espèce par la chambre criminelle le 26 octobre 1977 Bull crim n°322 p.822 mais n'en demeure pas moins valable quant à l'impossibilité pour une personne morale de réaliser des œuvres de l'esprit..

Néanmoins, il importe que le producteur personne morale de la base de données puisse se faire reconnaître des droits d'auteurs. Pour atteindre un tel objectif deux voies sont possibles, l'une est risquée, l'autre est onéreuse. Il s'agit :

1. De la qualification d'œuvre collective,
2. De l'acquisition des droits patrimoniaux.

1.1.1.1 Une solution périlleuse : la qualification en œuvre collective.

L'article L 113-2 alinéa 3 du C.P.I définit l'œuvre collective :

« Est dite collective l'œuvre créée sur l'initiative d'une personne physique ou morale qui l'édite, la publie et la divulgue sous sa direction et son nom et dans laquelle la contribution personnelle des différents participants à son élaboration se fond dans l'ensemble en vue duquel elle est conçue sans qu'il soit possible d'attribuer à chacun d'eux un droit distinct sur l'ensemble réalisé. »

Ainsi, le régime de l'œuvre collective est lié, pour partie, à l'indétermination de la part de chaque auteur au sein de l'œuvre globale. La distinction avec l'œuvre de collaboration est dès lors ténue. Le critère semble être le fait qu'**aucun auteur ne peut prétendre être auteur de l'œuvre dans son ensemble**⁵.

En outre, la notion d'œuvre collective appelle la présence d'une **personne coordinatrice** ayant une fonction d'élaboration et de conception de la base de données qui devra l'éditer, la publier et la divulguer.

Il importe de bien distinguer les droits du « coordinateur » de ceux des auteurs « fournisseurs de contenu ». Le responsable du projet bénéficie de droits sur l'ensemble de l'œuvre et non sur les contenus insérés dans la base de données. Cependant les droits patrimoniaux des « fournisseurs de contenu » peuvent faire l'objet d'une cession.

La notion d'œuvre collective appelle donc la réunion de plusieurs conditions qui sont essentiellement factuelles. La **prudence** est de rigueur pour éviter une requalification de la base de données par le juge en œuvre de collaboration. Une autre solution existe pour faire naître des droits d'auteur sur la tête du producteur, bien qu'onéreuse, cette voie est plus sûre.

⁵ Desbois.H., « le droit d'auteur en France » Dalloz, 1978, n°171 : « l'œuvre collective doit avoir été créée dans des conditions telles que les auteurs, dont les contributions ont été réunies, ne puissent se réclamer de droits qui aient la même assiette que ceux des coauteurs d'une œuvre de collaboration, c'est-à-dire l'ensemble de l'œuvre. Ils sont investis de droits individuels qui portent sur leurs contributions respectives, non de droits qui aient comme point d'application l'œuvre entière. »

1.1.2 L'acquisition des droits

La base est composée le plus souvent de contributions réalisées par une multitude d'auteurs. Or, en vertu de l'article L 111-1 du C.P.I, ces derniers jouissent de droits de propriété intellectuelle dès leur création. Cet état du droit peut être problématique au regard de l'exploitation et de l'évolution de la base de données. Toutefois, les dispositions légales n'étant pas d'ordre public, il est possible d'organiser une cession des droits des auteurs par la voie contractuelle. Il importe de distinguer entre les différentes formes de contrat, celle la plus à même d'assurer au producteur de la base de données le plus haut degré de sécurité.

1.1.2.1 Le contrat de commande

Si le contenu de la base est fourni par des personnes extérieures à la société leur contribution sera fondée sur un contrat de commande, lequel s'entend de la cession d'un droit d'usage mais non des droits immatériels comme le prévoit l'article L 111-1 al 3 :

*« La propriété incorporelle définie par l'article L 111-1 est indépendante de la propriété de l'objet matériel.
L'acquéreur de cet objet n'est investi, du fait de cette acquisition, d'aucun des droits prévus par le présent code... »*

Ainsi, le producteur aura besoin de l'accord de l'auteur pour toute modification de son apport, pour placer ou déplacer son œuvre dans la base, voir même en cas de modification de l'interface graphique de la base, un nouveau design étant susceptible de caractériser une atteinte au droit moral. Dans un tel contexte, le producteur voit sa marge de manœuvre se réduire à une peau de chagrin. Pourtant, des limites inhérentes au contrat peuvent exister. Dans l'hypothèse d'un contrat de commande réalisé en vue d'une exploitation de l'œuvre impliquant soit sa reproduction, soit sa représentation, la bonne foi ainsi que la théorie de l'abus de droit seraient susceptibles de prévenir les revendications excessives de l'auteur.

Cependant, une grande prudence est encore de rigueur. En effet, pour juste que soit le raisonnement, les dispositions du code de la propriété intellectuelle imposent un formalisme strict. L'article L 131-2 dispose :

« Les contrats de représentation⁶, d'édition et de production audiovisuelle définis au présent titre doivent être constatés par écrit. Il en est de même pour les autorisations gratuites d'exécution.

Dans tous les autres cas les dispositions des articles 1341 à 1348 du code civil sont applicables.»

Dès lors, l'auteur pourra invoquer l'absence d'écrit **si le contrat ne dispose pas expressément que les droits de propriété intellectuelle sont cédés**. Nous déconseillons donc la rédaction d'un contrat de commande et d'un contrat d'entreprise.

1.1.2.2 Le contrat de travail

La société peut faire réaliser sa base de données par ses propres services. Contrairement à ce qui est prévu en matière de logiciel, les droits ne sont pas détenus directement et automatiquement par la société. L'arrêt de cassation de la chambre commerciale du 11 avril 1975⁷ en est une illustration :

«La loi du 11 mars 1957 pose en règle générale dans son article 1^{er} ⁸ que l'existence ou la conclusion d'un contrat de louage ou de services par l'auteur d'une œuvre de l'esprit n'emporte aucune dérogation à la jouissance du droit exclusif de propriété intellectuelle reconnu à l'auteur par cette même loi.»

Cette solution a été requise par la chambre criminelle de la cour de cassation⁹ :

« L'existence d'un contrat de travail conclu par l'auteur d'une œuvre de l'esprit n'emporte aucune dérogation à la jouissance de ses droits de propriété incorporelle, dont la transmission est subordonnée à la condition que le domaine d'exploitation des droits cédés soit délimité quant à son étendue et sa destination, quant au lieu et quant à la durée.»

Le contrat de travail n'est pas un instrument adapté au transfert de droits de propriété intellectuelle. La solution la plus sûre est d'évoquer les transferts de droits de propriété intellectuelle dans un contrat exprès.

⁶ A cet égard, il faut noter que la première chambre civile de la cour de cassation a précisée dans un arrêt du 6 avril 1994, que l'affichage à l'écran des informations caractérise une représentation voir . J.C.P éd G 1994, II, n° 22273 note Galloux, D. 1994, jur., p.450 note Gautier.

⁷ Cass.com 11 avr., 1975, n° 74-91.695, D. 1975, jur., p.759, note Desbois.

⁸ Aujourd'hui article L111-1 du C.P.I

⁹ Cass.Crim., 30 janv. 1978, n° 75-92.001 RIDA 1979, p.156.

1.1.2.3 La cession des droits par contrat exprès

Cette solution doit être regardée appliquée avec circonspection. Nous avons vu que la qualification en œuvre collective est souvent aléatoire. Le producteur de la base de données peut donc souhaiter cumuler des protections complémentaires entre elles. Pour parvenir à cet objectif, le professeur Michel Vivant¹⁰ propose d'une part, de **définir la base de données comme une œuvre collective « sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux »** et, d'autre part, **« le producteur s'assure en tant que de besoins le bénéfice du transfert des droits éventuels que pourrait détenir son partenaire »**.

Par ce procédé, le producteur de la base de données acquiert des droits relatifs à l'architecture de la base. Afin de bénéficier également de droits sur les contributions composant le contenu de la base, il doit donc prévoir leur cession dans l'objet du contrat. A cet égard M. Vivant propose le jeu de deux clauses complémentaires¹¹ :

« Le présent contrat a pour objet :

- de déterminer les conditions dans lesquelles l'auteur participe à l'œuvre collective au titre de la contribution définie ci-après ;
- d'organiser la cession des droits de l'auteur portant sur cette même contribution.»

Une fois l'objet du contrat clairement défini, il importe de se garantir contre toute action en nullité du contrat, l'article L 131-1 du C.P.I disposant :

« La cession globale des œuvres futures est nulle »

La jurisprudence entend par « cession globale » toute cession de droits portant sur deux œuvres futures ou plus. Ainsi, il peut être problématique pour le producteur de la base de données de s'assurer qu'il aura effectivement les droits de propriété intellectuelle afférents aux contributions successives des différents auteurs. **Le contrat devra donc établir avec précision quelles sont les œuvres de l'esprit créées par l'auteur qui feront l'objet d'une cession de droit.** D'une part, on imagine mal que les auteurs ne cèdent pas leurs droits sur plusieurs œuvres quand celles-ci sont de brèves contributions, d'autre part, une cession trop large fera courir le risque de voir prononcée la nullité du contrat.

Il s'agit d'un problème factuel, déterminé par la nature des contributions composant le contenu de la base. Afin de limiter les risques, il est conseillé de **motiver le contrat** de manière à donner au juge les moyens d'appréhender de manière satisfaisante la cession.

Par ailleurs, le producteur de la base de données ne peut jamais se faire céder l'intégralité des droits appartenant à l'auteur. L'article L121-1 du C.P.I consacre l'existence d'un **droit moral** appartenant à l'auteur **perpétuel, inaliénable et imprescriptible**.

¹⁰ M.Vivant in Lamy droit de l'informatique et des réseaux éd 2001, p.224 § 371.

¹¹ In Lamy droit de l'informatique et des réseaux éd 2001, p.224 § 371.

Les

composantes du droit moral sont :

1. Le droit de divulgation ;
2. Le droit de retrait et de repentir ;
3. Le droit au respect ;
4. Le droit à la paternité,

L'ensemble de ces prérogatives appartiennent à l'auteur qui ne peut les transférer au producteur de la base de données. Cependant, l'auteur doit exercer ses droits dans la limite de la bonne foi et de l'abus de droit. En effet, si un auteur ayant signé un contrat en vue de fournir un article à incorporer dans une base de données peut toujours refuser de le divulguer ou s'opposer à son maintien dans la base, il devra indemniser le préjudice subi par le producteur. Ainsi, en pratique, les recours fondés sur le droit moral, en l'absence de dénaturation manifeste de l'œuvre, sont résiduels. Toutefois, il importe de bien avoir à l'esprit quels sont les droits moraux des auteurs afin de les respecter au mieux.

1.2 L'objet des droits

Une base de données est une création complexe composée de contributions organisées entre elles par un système de traitement de l'information. Nous sommes donc en présence de deux objets de droits distincts, d'une part, les contributions prises individuellement et, d'autre part, l'architecture de la base de données ainsi que les contributions prises dans leur ensemble.

1.2.1 Les droits sur la base : ensemble des contributions et architecture

Une base de données est une œuvre protégeable au titre du droit d'auteur, assimilée, à un recueil ou une anthologie :

Article L 121-3 du C.P.I : *« Les auteurs de traductions, d'adaptations, transformations ou arrangement des œuvres de l'esprit jouissent de la protection instituée par le présent code sans préjudice des droits de l'auteur de l'œuvre originale. Il en est de même des auteurs d'anthologies, ou de recueil d'œuvres ou de données diverses tels que les bases de données, qui par le choix ou la disposition des matières, constituent des créations intellectuelles »*

Cependant, pour pouvoir être protégée par le droit d'auteur, une base de données, au même titre que toute création intellectuelle, doit être originale.

1.2.1.1 Bases de données et originalité

La lettre de l'article L 121-3¹² indique que les bases de données sont des créations intellectuelles de part le choix ou la disposition des matières. C'est donc au regard de ces critères que sera appréciée l'originalité. La jurisprudence¹³ est venue préciser les fondements de l'originalité en matière de bases de données.

« une banque de données, ensemble de données se référant à un domaine défini de connaissance, organisé pour être offert aux consultations des utilisateurs, peut être qualifiée d'œuvre de l'esprit et bénéficier à ce titre de la protection qui s'attache au droit d'auteur lorsqu'elle comporte un apport intellectuel caractérisant une création originale, laquelle exclut la reprise d'éléments du domaine public, s'apprécie au regard du plan, de la composition, de la forme, de la structure, du langage et, plus généralement de l'expression de l'œuvre en cause et exige de son auteur la preuve d'un effort personnalisé dépassant la mise en œuvre d'une logique automatique et contraignante dans la conception et l'écriture du programme. »

¹² Ainsi que la directive CE n° 96/9, du 11 mars 1996, article 3-1 ; J.O.C.E 12 mars 1996.

¹³ CA. Paris, 4^{ème} ch., 15 janvier 1997, J.C.P éd E 1998 , chr, p.805 et RD propr. Intell. 1997, n°73, p27.

Une base regroupant uniquement des paramètres techniques ou constituant une simple compilation peut avoir vocation à être protégée au titre du droit d'auteur si elle est originale dans sa mise en forme. Il faut cependant se garder de l'image d'un droit d'auteur trop attractif. Les juges étant exigeant en matière de pure compilation¹⁴, une action en parasitisme est plus sûre que celle fondée sur le droit d'auteur.

Outre son contenu proprement dit, une base de données met en jeu certains outils techniques ne participant ni de l'architecture de la base, ni de l'ensemble des contributions. Il s'agit des outils d'interrogation.

1.2.1.2 La protection des outils d'interrogation

L'accès à l'information contenue dans une base de données est permis par la réunion d'outils linguistiques tels le thesaurus¹⁵, le lexique ou encore le mode d'emploi destiné à guider l'utilisateur pour l'amener vers l'information pertinente.

Ces outils sont des créations de forme susceptibles d'être protégés par le droit d'auteur dans la mesure où ils sont originaux.

Ceci est souvent le cas : leur nature même fait qu'ils doivent être spécialement adaptés à telle ou telle base.

Leur réalisation porte nécessairement la marque de la personnalité de leur auteur tant leur élaboration est subjective.

A n'en pas douter, les outils d'interrogation seront, dans la quasi totalité des hypothèses, protégeables au titre du droit d'auteur. Par conséquent, il importe au producteur d'en acquérir les droits. Toutefois, leur créateur sera souvent attaché à en conserver la maîtrise, voir à se réserver la possibilité d'une exploitation ultérieure. La voie contractuelle est susceptible de concilier les souhaits de l'auteur avec ceux du producteur qui sont de conserver une certaine liberté d'adaptation et de mise à jour des outils sans pour autant avoir une propriété pleine et entière. Cependant, il faut compter avec le droit moral de l'auteur qui pourra, dans la limite de la bonne foi et de l'abus, invoquer le droit au respect de son œuvre.

Outre la base dans son ensemble, les contributions formant le corpus documentaire ont, également, vocation à être protégées individuellement.

¹⁴ Pour des illustrations voir : CA Paris 25 mai 1988, D 1988, jur., p.542 ; Cass., 1^{ère} Ch. Civ. 2 mai 1989, n° 87-17.657, JCP, éd G 1990, II, n° 21-392. CA Paris, 4^{ème} Ch. A, 12 nov. 1997, n° 95/26135.

¹⁵ « *Le thesaurus est un instrument linguistique qui recense les concepts contenus dans le fichier et les diverses façons de les exprimer effectivement utilisées, pour ensuite organiser ces concepts de manière à permettre à l'utilisateur du système de prendre conscience des variations formelles dans leurs expressions et de connaître les diverses relations sémantiques qui les unissent* » Définition de Guy Mazet et de C.Bernad in *l'informatique juridique : du rêve à l'instrument*, Rev. Thémis, Montréal, 1976 p.71 et suiv.

1.2.2 La protection du contenu de la base

A cet égard l'article 3.2 de la directive 96/9/CE¹⁶ dispose :

« La protection des bases de données par le droit d'auteur prévue par la présente directive ne couvre pas leur contenu et elle est sans préjudice des droits subsistant sur ledit contenu »

1.2.2.1 Principe

Deux situations sont envisageables. D'une part, les contributions contenues dans la base de données peuvent être libres de droit¹⁷ d'autre part, elles peuvent faire l'objet d'un droit de propriété intellectuelle au profit de leur auteur.

Dans la première hypothèse, si le producteur peut les insérer librement dans sa base, il ne pourra, cependant, pas arguer de droits à son profit sur ces œuvres.

Dans la seconde hypothèse, la reproduction de l'œuvre dans la base ne pourra se faire qu'avec l'accord de l'auteur¹⁸ et ne fera pas naître de droits au bénéfice du producteur en l'absence de cession exprès des droits de propriété intellectuelle.

1.2.2.2 Application aux différents types de contenus

Peu importe que les données soient brutes, c'est-à-dire non traitées, ou que les données soient originales, le producteur ne pourra avoir de droits privatifs sur le contenu à défaut d'une cession préalable. Plus généralement, **le producteur ne pourra jamais bénéficier de droits de propriété intellectuelle sur une création de l'esprit originale à défaut de cession exprès.**

L'indexation, c'est-à-dire le choix des mots clés permettant un accès direct à l'information, n'est l'objet d'aucun droit de propriété intellectuelle contrairement aux abstracts qui peuvent être protégés dans la mesure où ils sont originaux. Les résumés, emprunts de la personnalité de leur auteur, peuvent être plus largement protégés au titre du droit d'auteur. Il leur est appliqué le droit de courte citation¹⁹. Ainsi, le producteur peut librement insérer de brèves citations d'œuvres protégées.

Les protections étant définies, il convient de s'intéresser au contenu des droits.

¹⁶ Directive n° 96/9/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 1996, J.O.C.E 27 mars 1996, n° L77, p. 20 et suivantes.

¹⁷ Exemples : arrêts de jurisprudence, textes de lois et réglementaires, œuvres tombées dans le domaine public...

¹⁸ A défaut le producteur de la base sera un contrefacteur en encourra une peine d'amende pouvant atteindre 1.000.000 de Francs et d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à deux ans surabondamment à une indemnisation du préjudice en matière civile.

1.3 Le contenu des droits sur une base de données

Une fois les droits acquis, le producteur de la base va bénéficier de nouvelles prérogatives.

1.3.1 Les droits et le producteur de la base

1.3.1.1 Principe

Les droits de propriété intellectuelle se composent de prérogatives patrimoniales et morales. Le droit moral étant inaliénable, seule une cession des droits patrimoniaux est possible. A cet égard le code de la propriété intellectuelle est très précis puisqu'il dispose que les droits patrimoniaux comprennent le droit d'exploitation :

Article L 122-1 : « **Le droit d'exploitation** appartenant à l'auteur comprend le droit de représentation et le droit de reproduction.»

Article L 122-2 : « **La représentation** consiste dans la communication de l'oeuvre au public par un procédé quelconque, et notamment :

1° Par récitation publique, exécution lyrique, représentation dramatique, présentation publique, projection publique et transmission dans un lieu public de l'oeuvre télédiffusée ;

2° Par télédiffusion.

La télédiffusion s'entend de la diffusion par tout procédé de télécommunication de sons, d'images, de documents, de données et de messages de toute nature.

Est assimilée à une représentation l'émission d'une oeuvre vers un satellite.»

Article L 122-3 : « **La reproduction** consiste dans la fixation matérielle de l'oeuvre par tous procédés qui permettent de la communiquer au public d'une manière indirecte.

Elle peut s'effectuer notamment par imprimerie, dessin, gravure, photographie, moulage et tout procédé des arts graphiques et plastiques, enregistrement mécanique, cinématographique ou magnétique.

¹⁹ Prévu à l'article L122-5 du C.P.I.

Pour les oeuvres d'architecture, la reproduction consiste également dans l'exécution répétée d'un plan ou d'un projet type.»

Cependant, pour que la cession soit effective, **chaque mode d'exploitation devra être expressément mentionné au contrat.**

1.3.1.2 Exceptions

Des exceptions à la protection par le droit d'auteur figure à l'article L 122-5 du C.P.I :

« Lorsque l'oeuvre a été divulguée, l'auteur ne peut interdire :

*1° Les **représentations privées et gratuites** effectuées exclusivement dans un cercle de famille ;*

*2° Les **copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé** du copiste et non destinées à une utilisation collective, à l'**exception** des copies des oeuvres d'art destinées à être utilisées pour des fins identiques à celles pour lesquelles l'oeuvre originale a été créée et des copies d'un logiciel autres que la copie de sauvegarde établie dans les conditions prévues au II de l'article L.122-6-1 ainsi que **des copies ou reproductions d'une base de données électronique** ;*

3° Sous réserve que soient indiqués clairement le nom de l'auteur et la source :

*a) Les **analyses et courtes citations** justifiées par le caractère critique, polémique, pédagogique, scientifique ou d'information de l'oeuvre à laquelle elles sont incorporées ;*

(...)

*d) Les **reproductions**, intégrales ou partielles d'oeuvres d'art graphiques ou plastiques **destinées à figurer dans le catalogue d'une vente aux enchères** publiques effectuée en France par un officier public ou ministériel pour les exemplaires qu'il met à la disposition du public avant la vente dans le seul but de décrire les oeuvres d'art mises en vente.*

Un décret en Conseil d'Etat fixe les caractéristiques des documents et les conditions de leur distribution.

(...).

*5° Les **actes nécessaires à l'accès au contenu d'une base de données électronique pour les besoins et dans les limites de l'utilisation prévue par contrat.** »*

Le texte fait donc largement référence aux bases de données et aménage un régime quelque peu spécifique. Les bases de données électroniques, comme les logiciels, sont exclues du droit de copie privées, en revanche la copie de sauvegarde est autorisée.

En outre, dès lors qu'elle est qualifiée d'œuvre collective, la base de données bénéficie d'un régime spécial quant à la durée. Contrairement au droit commun de la propriété intellectuelle qui accorde une protection de soixante dix ans « a auctoris mortem », l'article L 123-3 dispose :

*« Pour les oeuvres pseudonymes, anonymes ou **collectives**, la durée du droit exclusif est de soixante-dix années à compter du 1 janvier de l'année civile suivant celle où l'oeuvre a été publiée. La date de publication est déterminée par tout mode de preuve de droit commun, et notamment par le dépôt légal. Au cas où une oeuvre pseudonyme, anonyme ou collective est publiée de manière échelonnée, le délai court à compter du 1er janvier de l'année civile qui suit la date à laquelle chaque élément a été publié.(...) Les dispositions du premier et du deuxième alinéas ne sont applicables qu'aux oeuvres pseudonymes, anonymes ou collectives publiées pendant les soixante-dix années suivant l'année de leur création. Toutefois, lorsqu'une oeuvre pseudonyme, anonyme ou collective est divulguée à l'expiration de la période mentionnée à l'alinéa précédent, son propriétaire, par succession ou à d'autres titres, qui en effectue ou fait effectuer la publication jouit d'un droit exclusif de vingt-cinq années à compter du 1er janvier de l'année civile suivant celle de la publication.»*

Le producteur d'une base de données ayant convenablement acquis les droits afférents au contenu **a, dès lors, qualité à agir en contrefaçon** en cas de reproduction illicite, même partielle, et sur un support différent.

1.3.2 Les droits des utilisateurs de la base

Les utilisateurs doivent faire un usage privé de la base de données et ne jouissent d'aucune des prérogatives appartenant au producteur ou aux auteurs. Ils sont titulaires d'un **droit d'usage privé**. Le groupement des producteurs de bases et de banques de données, à propos des copies

faites par les utilisateurs de la base, a précisé que « *le fait que de nombreux utilisateurs puissent procéder tour à tour à de telles éditions ne change pas le caractère privé de chaque copie.* »²⁰

Cette position est confirmée par **l'article L 122-5-5°** du C.P.I qui introduit un droit d'accès positif au profit des utilisateurs de la base :

«Lorsque l'œuvre a été divulguée, l'auteur ne peut interdire les actes nécessaires à l'accès au contenu d'une base de données électronique pour les besoins et dans les limites de l'utilisation prévue au contrat. »

Cette disposition doit s'analyser comme permettant l'exécution normale du contrat. Elle se limite à l'accès au contenu de la base de données, toute reproduction de l'architecture demeurant prohibée. Afin de garantir le respect des droits portants sur une base de données, **l'article 332-4** du C.P.I instaure une procédure particulière de saisie contrefaçon calquée sur le régime du logiciel :

« En matière de logiciels et de bases de données, la saisie-contrefaçon est exécutée en vertu d'une ordonnance rendue sur requête par le président du tribunal de grande instance. Le président autorise, s'il y a lieu, la saisie réelle. L'huissier instrumentaire ou le commissaire de police peut être assisté d'un expert désigné par le requérant. A défaut d'assignation ou de citation dans la quinzaine de la saisie, la saisie-contrefaçon est nulle. En outre, les commissaires de police sont tenus, à la demande de tout titulaire de droits sur un logiciel ou sur une base de données, d'opérer une saisie-description du logiciel ou de la base de données contrefaisants, saisie-description qui peut se concrétiser par une copie.»

Outre une protection par le droit d'auteur, les producteurs de bases de données jouissent d'un droit « sui generis », depuis la directive 96/9/CE de 1996²¹ et sa transposition dans l'ordre juridique français par la loi n° 98-536 du 1^{er} juillet 1998²².

2. Le droit « sui generis » : droits des producteurs

²⁰ GFPBBD, Réflexions sur les problèmes juridiques rencontrés par les producteurs de bases et de banques de données, Droits d'auteur, janv. 1984, p.20.

²¹ Directive n° 96/9/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 1996, J.O.C.E 27 mars 1996.

²² J.O.R.F du 2 juillet 1998.

Il convient de s'intéresser au caractère spécifique du droit sui generis avant de considérer ce qu'il protège et quelles en sont les sanctions.

2.1 Un droit spécifique

Le droit sui generis en matière de bases de données a été introduit par la directive 96/9/CE de 1996. Le droit français n'a pas exactement repris la même terminologie puisqu'il parle des « droits des producteurs de bases de données »²³. Ce droit a vocation à protéger les investissements des producteurs de bases de données contre l'extraction et/ou la réutilisation du contenu.

2.1.1 Titularité

L'article L 341-1 du C.P.I érige le producteur de la base de données en titulaire du droit sui generis et le définit :

*« Le producteur d'une base de données, entendu comme la personne qui prend l'initiative et le risque des investissements correspondants, bénéficie d'une protection du contenu de la base lorsque la constitution, la vérification ou la présentation de celui-ci atteste **d'un investissement financier, matériel ou humain substantiel.***

Cette protection est indépendante et s'exerce sans préjudice de celles résultant du droit d'auteur ou d'un autre droit sur la base de données ou un de ses éléments constitutifs. »

Le tribunal de grande instance de Paris définit le titulaire comme « l'initiateur et le responsable » de la base de données²⁴. En outre, pour que la protection existe, l'investissement doit être substantiel²⁵.

2.1.2 Titulaire étranger à la communauté

²³ Article L 341-1 du C.P.I.

²⁴ TGI Paris 3^{ème} ch., 22 juin 1999, JCP éd E 2000, p.841.

²⁵ Voir : TGI Paris 3^{ème} ch., 18 juin 1999, JCP éd E 2000, p.841.

L'internationalité est envisagée par l'article L 342-2 du C.P.I qui dispose :

« Sont admis au bénéfice du présent titre :

1° Les producteurs de bases de données, ressortissants d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, ou qui ont dans un tel Etat leur résidence habituelle ;

2° Les sociétés ou entreprises constituées en conformité avec la législation d'un Etat membre et ayant leur siège statutaire, leur administration centrale ou leur établissement principal à l'intérieur de la Communauté ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ; néanmoins, si une telle société ou entreprise n'a que son siège statutaire sur le territoire d'un tel Etat, ses activités doivent avoir un lien réel et continu avec l'économie de l'un d'entre eux.

*Les producteurs de bases de données qui ne satisfont pas aux conditions mentionnées ci-dessus sont admis à la protection prévue par le présent titre lorsqu'un **accord particulier** a été conclu avec l'Etat dont ils sont ressortissants par le Conseil de la Communauté européenne.»*

L'objet de cet article est de permettre en l'absence de convention internationale l'assimilation de l'étranger au national.

Les producteurs de bases de données doivent être vigilants aux dispositions étatiques régissant l'information en général et la collecte ainsi que le traitement des données personnelles en particulier. Par exemple, il est possible que nombre d'informations directement ou indirectement nominatives soient stockées dans la base. Dès lors, le producteur devra s'attacher à respecter les règles locales de collecte et de traitement des données propres à chaque pays. A cet égard, de nombreuses différences existent entre les pays de tradition romano-germanique et les pays de Common Law, entre l'Europe et les Etats-Unis en particulier.

La consultation par un sujet américain d'une base de données produite en France peut s'analyser en un flux transfrontières de données soumis aux dispositions de la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 et de la directive 95/46 CE du 24 octobre 1995²⁶. Dès lors, il faudra être attentif aux modalités de consultation d'une base de données contenant des informations nominatives par un sujet émanant d'un pays tiers à la communauté. A ce jour, les pays considérés comme offrant

²⁶ Pour le détail de la procédure voir la partie consacrée aux flux transfrontières de données dans la partie du guide consacrée à la protection des données personnelles.

un niveau de protection « adéquat » sont la Suisse, la Hongrie, et le système américain de la sphère de sécurité²⁷.

Ainsi, tout transfert vers d'autres pays doit faire l'objet de clause contractuelles²⁸ relatives aux conditions de traitement des données ou d'une autorisation spécifique émanant soit d'une institution publique compétente, soit résultant de l'accord « indubitable » de la personne concernée.

Plus généralement, le producteur d'une base de données est responsable au titre de l'information à laquelle il permet l'accès. Peu importe que celle-ci concerne des données personnelles nominatives ou des informations commerciales, économiques ou bancaires. Le producteur devra prendre en considération les législations²⁹ impératives de l'ensemble des pays depuis lesquels l'information sera accessible.

²⁷ Dont le détail est exposé dans la partie du guide consacrée aux données personnelles.

²⁸ Les clauses types sont disponible sur le site Europa.org :
http://europa.eu.int/comm/internal_market/fr/dataprot/news/index.htm

²⁹ Notamment les lois de police.

2.2 L'objet du droit sui generis

2.2.1 L'interdiction de l'extraction

Une remarque préliminaire doit être faite quant aux relations qu'entretient le droit sui generis avec la protection au titre du droit d'auteur. A cet égard l'article L 341-1 du C.P.I dispose :

« Cette protection est indépendante et s'exerce sans préjudice de celles résultant du droit d'auteur ou d'un autre droit sur la base de données ou un de ses éléments constitutifs. »

Dès lors, une base non protégée par le droit d'auteur peut fort bien l'être par le droit spécifique des producteurs. Autrement dit, une base non originale pourra être protégée. Ce n'est plus l'originalité ni l'empreinte de la personnalité de l'auteur mais l'investissement qui est objet de la protection.

La loi du 1^{er} juillet 1998 poursuit :

Article L 342-1 : *« Le producteur de bases de données a le droit d'interdire :*

1° L'extraction, par transfert permanent ou temporaire de la totalité ou d'une partie qualitativement ou quantitativement substantielle du contenu d'une base de données sur un autre support, par tout moyen et sous toute forme que ce soit ;

2° La réutilisation, par la mise à la disposition du public de la totalité ou d'une partie qualitativement ou quantitativement substantielle du contenu de la base, quelle qu'en soit la forme. Ces droits peuvent être transmis ou cédés ou faire l'objet d'une licence.

Le prêt public n'est pas un acte d'extraction ou de réutilisation.»

Article L 342-2 : *« Le producteur peut également interdire l'extraction ou la réutilisation répétée et systématique de parties qualitativement ou quantitativement non substantielle du contenu de la base lorsque ces opérations excèdent manifestement les conditions d'utilisation normale de la base de données.»*

Dès lors, la seule difficulté réside dans la définition de ce que peut être une extraction substantielle³⁰.

2.2.2 Portée de la protection

Le droit d'interdire dont bénéficie le producteur d'une base de données est sujet à **épuisement par première vente d'un support matériel** :

Article L 342-4 du C.P.I : « ***La première vente d'une copie matérielle d'une base de données** dans le territoire d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, par le titulaire du droit ou avec son consentement, **épuise le droit de contrôler la revente de cette copie** matérielle dans tous les Etats membres. Toutefois, la transmission en ligne d'une base de données n'épuise pas le droit du producteur de contrôler la revente dans tous les Etats membres d'une copie matérielle de cette base ou d'une partie de celle-ci.* »

Il est remarquable que **l'épuisement n'intervient qu'en présence d'un support matériel**. Par conséquent, la simple mise en ligne de la base n'épuisera pas les droits des producteurs.

Les droits des producteurs de bases de données peuvent se trouver en conflit avec le principe de libre circulation des idées. C'est pourquoi, le droit français a prévu des exceptions à leur pouvoir d'interdiction, notamment, à l'article L 342-3 du C.P.I :

« *Lorsqu'une base de données est mise à la disposition du public par **le titulaire des droits, celui-ci ne peut interdire** :*
1° L'extraction ou la réutilisation d'une partie non substantielle, appréciée de façon qualitative ou quantitative, du contenu de la base, par la personne qui y a licitement accès ;
2° L'extraction à des fins privées d'une partie qualitativement ou quantitativement substantielle du contenu d'une base de données non électronique sous réserve du respect des droits d'auteur ou des droits voisins sur les oeuvres ou éléments incorporés dans la base.
Toute clause contraire au 1° ci-dessus est nulle. »

³⁰ Pour des illustrations voir : T.Com Nanterre 7^{ème} Ch., 16 mai 2000, rev. Lamy. Dr.Aff 2000, n°29, n° 1843 ; communication commerce électronique 2000, n°9, comm. N°85. Voir également : TGI Paris 3^{ème} ch., 18 juin 1999, JCP éd E 2000, p.841 (précité).

Par ailleurs, l'article L 342-1 nous renseigne sur la disponibilité du droit d'interdire l'extraction puisqu'il dispose que les droits des producteurs peuvent être transmis ou cédés ou faire l'objet d'une licence. Enfin, l'article L 342-5 détermine la durée de la protection :

*« Les droits prévus à l'article L. 342-1 prennent effet à compter de l'achèvement de la fabrication de la base de données. Ils **expirent quinze ans après le 1er janvier de l'année civile qui suit celle de cet achèvement.***

*Lorsqu'une base de données a fait l'objet d'une mise à la disposition du public avant l'expiration de la période prévue à l'alinéa précédent, **les droits expirent quinze ans après le 1er janvier de l'année civile suivant celle de cette première mise à disposition.***

*Toutefois, **dans le cas où une base de données protégée fait l'objet d'un nouvel investissement substantiel, sa protection expire quinze ans après le 1er janvier de l'année civile suivant celle de ce nouvel investissement** ».*

Ainsi, une base régulièrement mise à jour peut bénéficier d'une **protection illimitée dans le temps.**

3. Sanctions

3.1 Sanctions pénales

Les sanctions des atteintes aux droits des producteurs figurent aux articles :

L 343-1 : « *Est puni de deux ans d'emprisonnement et de 1.00.000 F d'amende le fait de porter atteinte aux droits du producteur d'une base de données tels que définis à l'article L. 342-1.* »³¹

L 343-2 : « Les **personnes morales** peuvent être déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues à l'article 121-2 du code pénal, des infractions définies à l'article L. 343-1. Les peines encourues par les personnes morales sont :
1° L'amende suivant les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal ;
2° Les peines mentionnées à l'article 131-39 du même code ;
l'interdiction mentionnée au 2° de cet article porte sur l'activité dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de laquelle l'infraction a été commise. »

L 343-3 : « En cas **de récidive** des infractions définies à l'article L. 343-1 ou si le délinquant est ou a été lié à la partie lésée par convention, **les peines encourues sont portées au double**. Les coupables peuvent, en outre, être privés pour un temps qui n'excédera pas cinq ans du droit d'élection et d'éligibilité pour les tribunaux de commerce, les chambres de commerce et d'industrie et les chambres de métier, ainsi que pour les conseils de prud'hommes. »

³¹ Les sanctions sont exactement les même que celles pouvant être prononcées en matière de contrefaçon.

Bases de données et droit pénal : tableau récapitulatif

NATURE DE L'ABUS	SANCTION
<u>Atteinte au droit d'auteur</u> : Reproduction, diffusion, modification, utilisation non autorisée, imitation.	<u>Contrefaçon</u> : 2 ans de prison 1.000.000F d'amende
Reproduction et <u>détournement de clientèle</u>	<u>Concurrence déloyale</u> Injonction Dommages et intérêts
<u>l'extraction</u> par transfert permanent ou temporaire d'une partie quantitativement ou qualitativement substantielle de la base sur un autre support	<u>Article L 342-1 du CPI</u> deux ans d'emprisonnement et d'un million de francs d'amende
<u>Extraction ou réutilisation répétée et systématique</u> de parties non substantielles, lorsque ces opérations excèdent manifestement les conditions normales d'utilisation de la base	<u>Article L 342-2 du CPI</u> deux ans d'emprisonnement et d'un million de francs d'amende
<u>ne peuvent être interdits</u> : 1° <u>l'extraction ou la réutilisation d'une partie non substantielle</u> , appréciée de façon qualitative et quantitative, par la personne qui y a licitement accès 2° <u>L'extraction a des fins privées</u> d'une partie qualitativement ou quantitativement substantielle d'une base de données non électronique sous réserve du respect du droit d'auteur ou des droits voisins sur l'œuvre et les moyens incorporés dans la base	<u>Article L 342-3 du CPI</u> Comportement que le producteur ne peut prohiber sur le fondement de son droit « sui generis »
<u>les personnes morales</u> peuvent être déclarées responsable pénalement dans les conditions prévues à <u>l'article 121-2 du code pénal</u> , des infractions définies à l'article <u>L341-1 du C.P.I</u>	1. <u>Article 131-8 du code pénal</u> Peine d'amende. 2. <u>Les peines mentionnées à l'article 131-39 du même code.</u>
En cas de <u>récidive</u>	<u>Article L 343-3 du C.P.I</u> porte au double les sanctions

3.2 Aménagement des règles de preuve

Les dispositions aménageant le droit de la preuve figurent à l'article L 343-4 du C.P.I :

*« Outre les procès-verbaux des officiers ou agents de police judiciaire, la preuve de la matérialité des infractions définies au présent chapitre peut résulter des **constatations d'agents assermentés**³² désignés par les organismes professionnels de producteurs. Ces agents sont agréés par le ministre chargé de la culture dans les mêmes conditions que celles prévues pour les agents visés à l'article L. 331-2.»*

4. Bases de données et sites Web

Avant d'envisager les aspects contractuels de la mise en ligne d'une base de données, il est intéressant de s'interroger sur la possibilité de qualifier le site lui même comme étant une base.

³² Huissiers, commissaire de police...

4.1 La qualification du site en base de données

4.1.1 Le site, création multimédia

Un site web est une création complexe mettant en scène des images, des textes, des sons, des vidéos et permettant une intervention interactive de l'utilisateur. Il s'agit donc d'une œuvre multimédia au sens des dispositions françaises³³. La qualification du site en création logicielle ou comme vidéogramme est à écarter. En revanche, elle peut être qualifiée d'œuvre de collaboration, d'œuvre collective ou encore d'œuvre composite³⁴. La qualification peut aussi se faire au regard de la nature de la création et dès lors le site pourra être assimilé à une base de données.

4.1.2 Le site, base de données

La base de données est définie à l'article L 112-3 alinéa second du C.P.I :

«On entend par base de données un recueil d'oeuvres, de données ou d'autres éléments indépendants, disposés de manière systématique ou méthodique, et individuellement accessibles par des moyens électroniques ou par tout autre moyen. »

La définition est extrêmement large et permet d'englober toutes sortes de biens, et particulièrement un site Web. En effet, les données sont organisées de manière méthodique sur le serveur hébergeant le site et peuvent être individuellement accessibles par l'intermédiaire des liens hypertextes et/ou d'un moteur de recherche interne au site. Dès lors, on peut imaginer que la personne morale pour le compte de qui a été réalisé le site a vocation à agir sur le fondement du droit sui generis garantissant l'investissement des producteurs de bases de données.

Quel sera alors l'objet d'une telle protection ? La question est d'importance dans la mesure où la création multimédia appelle l'application de régimes différents³⁵ qui peuvent parfois être

³³ Voir Décret n°93/1429 du 30 déc.1993 article 21, J.O.R.F du 1^{er} janvier 1994 p. 62 et arrêté du 2 mars 1994 J.O.R.F 22 mars 1994.

³⁴ Article L 113-2 du C.P.I : **« Est dite de collaboration l'oeuvre à la création de laquelle ont concouru plusieurs personnes physiques.**

Est dite composite l'oeuvre nouvelle à laquelle est incorporée une oeuvre préexistante sans la collaboration de l'auteur de cette dernière.

Est dite collective l'oeuvre créée sur l'initiative d'une personne physique ou morale qui l'édite, la publie et la divulgue sous sa direction et son nom et dans laquelle la contribution personnelle des divers auteurs participant à son élaboration se fond dans l'ensemble en vue duquel elle est conçue, sans qu'il soit possible d'attribuer à chacun d'eux un droit distinct sur l'ensemble réalisé»

³⁵ Œuvre collective, de collaboration, bases de données, œuvre audiovisuelle...

contradictoires. C'est pourquoi il importe de déterminer dans quelles hypothèses il est possible et profitable d'invoquer une protection du site par les dispositions régissant les bases de données.

Naturellement, l'ensemble du site ne peut bénéficier d'une protection au titre du droit sui generis des producteurs. Si le régime du droit d'auteur permet de protéger la forme des éléments originaux composant le site, **les dispositions relatives aux bases de données sont, en revanche, un moyen de protection efficace de l'architecture du site**, sans référence à l'originalité.

Par exemple, les dispositions relatives aux bases de données seront applicables quand le site aura été « aspiré »³⁶ ou si l'architecture a été reproduite d'une autre manière.

Face à une telle atteinte, une pluralité de fondement est possible. Le droit d'auteur permet des poursuites pénales au titre de l'action en contrefaçon mais ne protège que les créations de formes originales, tandis que, le droit commun est susceptible de jouer, même en l'absence d'atteinte à une création de forme originale, par le biais des actions en parasitisme et en concurrence déloyale³⁷.

Dès lors, on voit bien quel peut être l'intérêt d'obtenir une condamnation sur le fondement des droits des producteurs de bases de données qui permet non seulement de protéger des bases sans originalité, mais également, d'obtenir une condamnation pénale.

Si le site peut s'analyser comme étant une base de données, une autre hypothèse est à envisager ; il s'agit de la mise en ligne d'une base de données intégrée en tant que composant du site.

4.2 Aspects contractuels de la mise en ligne d'une base de données

La mise en ligne d'une base de données suppose l'intervention d'une pluralité d'acteurs dont les devoirs et obligations relèvent largement de la loi du contrat. Il importe donc d'identifier chaque intervenant, de déterminer quels sont leurs devoirs et obligations, ainsi que les relations et les éventuels chevauchement possibles.

Il convient d'envisager plusieurs relations contractuelles :

³⁶ Des logiciels permettent d'enregistrer sur le disque dur d'un ordinateur l'intégralité d'un site Web afin de permettre sa consultation hors ligne.

³⁷ Mais il ne sera toutefois pas possible d'obtenir de condamnation pénale.

1. Celle du client avec le producteur de la base ;
2. Celle du client avec le distributeur ;
3. Celle du client avec le diffuseur.

4.2.1 Distinction des acteurs

Quel est le rôle du producteur, du distributeur et du diffuseur de la base de données ?

Le producteur est la personne physique ou morale qui a réalisé l'investissement lié à la création de la base.

La définition du **distributeur** pose plus de difficultés. En effet, la terminologie « distributeur » fait référence, d'une part au serveur et d'autre part à l'entreprise qui commercialise la base. **Le serveur** peut être défini comme un « *organisme exploitant un système informatique permettant à un demandeur la consultation et l'utilisation directes d'une ou plusieurs bases de données.* »³⁸ **La commercialisation** regroupe, quant à elle, les actions de promotion et les relations avec la clientèle tant au regard des contrats que du service après vente ou encore de la formation à l'utilisation de la base.

Enfin, la fonction du **diffuseur** est de fournir une prestation technique en vue d'assurer la mise à disposition du public.

Ces précisions apportées, il importe de qualifier les contrats en cause, de déterminer les droits et obligations de chacun ainsi que les sanctions en cas de mauvaise exécution.

4.2.2 Le contrat liant le producteur et le client

Pour certains il s'agit d'un contrat de prestation de service³⁹, pour d'autres plus prudents, il s'agit d'une autorisation déterminée d'utilisation des informations fournies en ligne, et donc d'un contrat de licence⁴⁰. La qualification du contrat liant le client au producteur en contrat de licence est préférable dans la mesure où elle appelle l'application d'un régime particulier, notamment sur le plan fiscal.

³⁸ Définition in Lamy droit de l'informatique et des réseaux, éd. 2001 p. 1890.

³⁹ X.Linant de Bellefonds et A. Hollande, Contrats informatiques et télématiques, Delmas, 1992, J2, p.178.

4.2.2.1 Les obligations du producteur

Le producteur doit fournir un accès à la base de données via un serveur et un/des logiciel(s) d'interrogation efficace(s). Il doit, également, **mettre l'utilisateur en mesure d'interroger correctement** la base en lui fournissant l'information nécessaire, notamment, par la mise à disposition d'un manuel ou d'un guide d'interrogation.

De plus, il doit offrir des **informations licites**, c'est-à-dire ne contrevenant pas à la loi et ces **informations doivent être fiables**. La fiabilité s'entend de **l'exactitude, de l'actualité** et de **l'exhaustivité de l'information** proposée. L'« actualité de l'information »⁴¹ de l'information vise la mise à jour des informations contenues dans la base de données. Elle doit se faire dans un délai raisonnable et n'a donc pas à être faite en temps réel. Quant au critère d'exhaustivité, il sera évalué au regard de ce à quoi le client peut raisonnablement s'attendre⁴². Enfin, **le producteur doit fournir un service conforme à son offre**.

Ces obligations peuvent être modifiées contractuellement sans toutefois que soit possible pour le producteur de s'exonérer de toute garantie du contenu. En revanche, il est licite de stipuler dans le contrat que le producteur n'engagera pas sa responsabilité en cas d'omission exceptionnelle d'un document.

La mise en ligne d'une base de données impliquant la mise en œuvre de moyens techniques susceptibles d'évoluer, il est possible qu'une clause permette une **modification unilatérale du contrat** à l'initiative du producteur en dépit de l'article 3 alinéa 1^{er} du décret du 24 mars 1978⁴³ qui dispose :

« Dans les contrats conclus entre professionnels et non-professionnels ou consommateurs est interdite la clause ayant pour objet ou pour effet de réserver au professionnel le droit de modifier unilatéralement les caractéristiques du bien à livrer ou du service à rendre. »

La clause pourra être reconnue valable dans la mesure où elle est justifiée, proportionnée, et que le client a la possibilité de résilier le contrat.

Les sanctions afférentes à un manquement du producteur pour être prononcées supposent une faute de sa part, un préjudice ainsi qu'un lien de causalité entre les deux. Dès lors que ces exigences

⁴⁰ M.Vivant in Lamy droit de l'informatique et des réseaux., éd 2001, § 2939., p. 1639.

⁴¹ Certains auteurs parlant de « fraîcheur » M.-G Choisy, La responsabilité des parties dans les contrats conclu entre serveur et utilisateurs de banques de données in La Télématique, tome II, p.49 et suivantes.

⁴² Pour une illustration voir : TGI Paris 8 juill 1987, JCP éd E 1988, II, n° 15297.

⁴³ Décret n° 78/464, 24 mars 1978, J.O.R.F 1^{er} avril.

sont réunies, il sera susceptible d'être condamné au paiement de dommages et intérêts sur le fondement de l'article 1147 du code civil.

La faute du producteur s'entend d'un manquement à l'une des obligations précitées. Cependant, il faut noter qu'il ne pourra être responsable de la mauvaise méthode d'interrogation d'un client dès lors qu'il a rempli son obligation d'information et/ou de formation du client à l'interrogation.

L'évaluation du préjudice est quant à elle plus problématique et des clauses contractuelles sont de nature à clarifier les situations à venir. En effet, **le contrat devra prévoir expressément que le client est responsable de l'utilisation des résultats obtenus**⁴⁴. En outre, le jeu d'une **clause pénale** est également de nature à apporter plus de sécurité au producteur. En effet, en déterminant par avance le montant dû en cas de manquement aux obligations contractuelles, il est possible de **plafonner les dommages-intérêts** dès lors que les sommes fixées ne sont pas dérisoires. Par exemple, le remboursement des trois derniers mois d'abonnement est suffisant.

Il faudra également être vigilant quant aux dispositions de l'article 1184 du code civil afin d'éviter que le contrat ne soit résolu :

« La condition résolutoire est toujours sous-entendue dans les contrats synallagmatiques, pour le cas où l'une des deux parties ne satisfera point à son engagement.

Dans ce cas, le contrat n'est point résolu de plein droit. La partie envers laquelle l'engagement n'a point été exécuté, a le choix ou de forcer l'autre à l'exécution de la convention lorsqu'elle est possible, ou d'en demander la résolution avec dommages et intérêts.

La résolution doit être demandée en justice, et il peut être accordé au défendeur un délai selon les circonstances.»

Il s'agit dès lors d'une classique application du droit commun sur laquelle nous ne reviendrons pas. En revanche il importe d'énoncer brièvement quelles sont les obligations du client.

4.2.2.2 Les obligations du client

L'obligation principale du client est de s'acquitter du prix. Celui-ci pourra être modifié de manière unilatérale par le producteur dans la limite d'une justification légitime et proportionnée. En outre, une possibilité de résiliation devra être proposée au client. Une fois encore, les dispositions de droit commun ont vocation à régir les relations contractuelles entre le producteur de la base de données et le client, notamment, l'article 1184 du code civil précité relatif à la résolution du contrat.

Le client est, également, responsable des connexions à la base de données permises par la saisie de son code confidentiel et il est tenu à une obligation de confidentialité quelque peu particulière dans la mesure où elle s'entend du respect des droits légaux du producteur. En revanche, sur le fondement de l'effet relatif des conventions, le producteur pourra être tenu pour responsable des infractions commises par le client, notamment à la loi informatique et libertés.

4.2.3 Le contrat liant le client au distributeur

Le contrat a pour objet la fourniture d'informations pouvant être contenues dans une ou plusieurs bases de données.

4.2.3.1 Les obligations du distributeur

Le distributeur doit assurer techniquement l'accès à l'information. Une base de données peut avoir été développée sur un logiciel n'étant pas pris en charge par l'ensemble des serveurs⁴⁵.

N'étant pas le producteur, le distributeur n'a pas la maîtrise des informations contenues dans la bases, cependant, en sa qualité de **fournisseur d'informations, il doit proposer un service conforme à son offre**⁴⁶. Sur le même fondement, il doit offrir des **informations licites et fiables**. En cas de litige, il faudra rechercher si le préjudice est imputable à une malfaçon de la base de données ou à une défaillance du serveur pour déterminer qui du producteur ou du distributeur est responsable.

Dans les mêmes conditions que le producteur, le distributeur pourra moduler ses obligations contractuelles par le jeu de **clauses limitatives de responsabilité** ou de **clauses pénales** aboutissant à un plafonnement de l'indemnisation.

Enfin, le distributeur est passible des mêmes sanctions que le producteur en cas de manquement à ses obligations.

4.2.3.2 Les obligations du client

Les obligations du clients sont similaires à celles qui lui incombent dans le cadre de sa relation contractuelle avec le producteur d'une base de données.

⁴⁴ Ce qui permet de distinguer la base de données ou le système d'aide à la décision d'une prestation de conseil qui implique les responsabilités corrélatives.

⁴⁵ Par exemple, les bases conçues avec le logiciel Microsoft Acces peuvent être implantées uniquement sur un serveur compatible Microsoft. De même une base développée en SQL devra être implantée sur un serveur prenant en charge SQL...

⁴⁶ Pour une illustration d'offre claire et précise voir : TGI Paris 9^{ème} Ch., 8 juill., 1987 JCP éd E 1988, II, n° 15297.

4.2.4 Le contrat liant le client au diffuseur

Il s'agit d'un contrat d'entreprise dont l'objet est la fourniture de services techniques destinés à permettre l'interrogation à distance par le client.

4.2.4.1 Les obligations du diffuseur

Les obligations du diffuseur sont **d'assurer l'accès technique aux informations** contenues dans la base de données. Une **obligation d'information** du client lui incombe également, il pourra néanmoins s'en acquitter en éditant un guide ou un manuel d'utilisation, non plus sur les méthodes d'interrogation, mais sur le fonctionnement du système d'information en général.

Le diffuseur pourra déterminer contractuellement les **conditions de la mise à jour** et de l'évolution des techniques de consultation de l'information.

En sa qualité de prestataire technique le diffuseur doit s'acquitter d'obligations purement techniques telle qu'assurer la **confidentialité** des codes clients et des interrogations. A défaut sa responsabilité pourra être engagée. A ce titre, il pourra être condamné pour manquement aux obligations de sécurité et de confidentialité imposées par la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978. Il sera susceptible d'encourir des sanctions pénales sur le fondement de **l'article 226-17 du nouveau code pénal** pouvant aller jusqu'à deux millions de francs d'amende et cinq ans d'emprisonnement.

Rappelons que les sanctions encourues par le diffuseur sont les mêmes que celles encourues par le producteur ou le distributeur.

4.2.4.2 Les obligations à la charge du client

Les obligations du clients sont les mêmes que celles découlant des contrats le liant soit au producteur soit au distributeur de la base.